

Congrès de l'AFSP, Toulouse 2007.

Bilan de l'Atelier 2

**« Regards croisés sur la politisation des individus :
ici et ailleurs, hier et aujourd'hui »**

Mounia BENNANI-CHRAIBI, Jean-Gabriel CONTAMIN

Cet atelier se présentait comme une étape dans un processus de recherche plus large, déjà entamé par une journée d'études et qui se poursuivra notamment dans la mise en place d'un séminaire à l'EHESS. Il s'agissait de requestionner l'un des concepts aujourd'hui les plus utilisés de la science politique française – celui qui était par exemple le plus fréquemment cité dans l'index du programme de ce Congrès-, celui de politisation, dans une de ses dimensions, « la politisation des individus », en organisant un premier dialogue entre des chercheurs qui usent de cette notion dans des univers, à propos d'objets et avec des méthodes très diversifiées.

Dans cette perspective, on avait rassemblé des représentants des trois grandes traditions de la science politique qui recourent à cette notion. Une tradition socio-historienne qui se centre autour de la question de l'acculturation à la civilisation électorale avec le travail de Stéphanie Guyon (CMH – ETT, Paris) sur les processus de politisation des Noirs-Marrons et des Amérindiens à Saint Paul, en Guyane Française. Une tradition de sociologie politique qui rattache ce concept aux questions de compétence politique, de conflictualisation et de rapport au vote avec la communication de Sophie Duchesne (CEVIPOF - CNRS-Sciences-po) et Florence Haegel (CEVIPOF - CNRS-Sciences-po) qui proposait une relecture de leur conceptualisation de l'idée de politisation, à partir d'une comparaison entre la France, la Belgique et le Royaume-Uni. Et une tradition comparatiste qui s'interroge notamment sur l'adéquation de ce concept à d'autres situations politiques et sur les amendements que cet élargissement de perspective pourrait et devrait susciter. Ce que permettaient tout à la fois l'étude de Benjamin Gourisse (CRPS, Paris I), sur la place des universités comme lieux de politisation dans la Turquie des années 1980 et l'analyse comparée des outsiders du politique et des outsiders de la ville au Maroc menée par Frédéric Vairel (CEDEJ, Le Caire) et Lamia Zaki (IRMC, Tunis). C'est enfin Michel Offerlé (CRPS, ENS) qui, dans le droit fil des textes qu'il vient de publier dans la revue *Genèses* sur l'étude des processus de politisation dans les travaux d'historiens, s'est chargé de tisser des liens entre ces communications et entre ces différentes modalités de travailler la politisation des individus.

De cette confrontation à laquelle ont pu assister et participer une soixantaine de personnes, on n'a bien sûr pas à ce stade tiré des conclusions définitives, mais plutôt des pistes de réflexion qui mériteront d'être creusées par le biais de nouvelles rencontres.

La première concerne la question de la définition même de la politisation. A partir de quel moment, de quel indicateur dit-on qu'il y a politisation et individus politisés ? M. Offerlé a rappelé la diversité des contextes d'emploi du terme 'politisation', la diversité aussi des référents qui parcouraient les diverses contributions, les champs sémantiques variables dans lesquels il est inséré. Entre une politisation associée à la conflictualisation, à la délibération, à la compétition, au sentiment d'injustice, au passage au collectif ou au public, à la montée en généralité ?

On devrait parler des politisations et des formes de politisation plutôt que de 'la' politisation, travailler les continuités et discontinuités, les questions de mesure, tout en se gardant de mêler indicateurs et causes ou conséquences de politisation : l'engagement souvent considéré comme un indicateur de politisation est ensuite parfois présenté comme une conséquence de celui-ci, et inversement pour ce qui concerne l'appartenance à des réseaux clientélistes.

L'intervention de S.Duchesne et F.Haegel a notamment montré dans cette perspective en quoi la comparaison transnationale conduit à dégager de nouvelles formes de politisation complémentaires et concurrentes à celles qu'elles avaient défini en ne travaillant que sur la France. F.Vairel et L.Zaki ont pu mettre en évidence des mécanismes de « politisation dépolitisante » dont on peut aussi trouver des traces dans les discussions étudiées par S.Duchesne et F.Haegel. B.Gourisse, enfin, a pu exemplifier des formes de politisation par l'extérieur qui pourraient conduire à raisonner en termes de 'carrière politisante' comme on a pu raisonner en termes de 'carrière délinquante' (H.Becker). On a finalement été ainsi amené à distinguer 'politisation des individus' et 'politisation des interactions', tout en s'interrogeant sur l'articulation entre les deux.

C'est alors la question des conditions de politisation qui est posée : quels processus et facteurs permettent la politisation des individus ou des interactions ? Trois principales pistes ont pu être dégagées.

L'une qui insiste sur la part des dispositions et des compétences, notamment pratiques. Elle est au cœur du travail de S.Duchesne et F.Haegel. On la retrouve aussi comme éléments de discrimination entre ceux qui ne peuvent que subir les processus de politisation dans les universités turques et ceux qui parviennent à s'en isoler (B.Gourisse).

La deuxième qui insiste sur l'importance des éléments de contexte. Effets politisant des événements auxquels on participe, des procédures de participation auxquelles on est convié (l'élection ou les élections coutumières dans le travail de S.Guyon, par exemple) comme instants de ruptures biographiques. Effets politisant des lieux, avec l'exemple des universités en Turquie (Gourisse) ou des prisons et bidonvilles au Maroc (Vairel et Zaki). En insistant sur la place des dimensions affectives et émotionnelles dans la prise de conscience.

La troisième piste se centre enfin sur le rôle des entrepreneurs de mobilisation (de politisation, devrait-on dire ?) dans ces processus de politisation. Rôle de l'environnement familial et universitaire dans l'étude de B.Gourisse. Rôle des associations, des structures coutumières traditionnelles ou des relations de clientèle dans le travail de S.Guyon. Rôle, enfin, des chercheurs eux-mêmes dans le travail par focus group de S.Duchesne et F.Haegel qui contribue, par sa méthode même à 'politiser' les enquêtés et leurs échanges.

Ce sont en effet finalement aussi des questions de méthodes et des instruments d'appréhension qui ont été au cœur de cet atelier. Comment étudie-t-on les processus de politisation ? Peut-on utiliser les mêmes outils et travailler de la même manière sur des périodes et des espaces très diversifiés ?

Les communications présentées étaient en effet notamment caractérisées par la variété des dispositifs envisagés. Entre l'enquête expérimentale à partir de focus group (Duchesne et Haegel), le travail sur archives (Guyon), l'enquête ethnographique (Vairel et Zaki) ou les entretiens biographiques (Gourisse). Des supports qui exigent chacun des manières spécifiques de définir et percevoir le passage à la politisation. Pourtant, au-delà de cette diversité, on a pu souligner l'importance commune de la perspective comparative : fécondité de la comparaison entre des expériences menées en France et en Belgique (Duchesne et Haegel) ; fécondité de la comparaison entre les processus de politisation chez les Amérindiens et chez les Noirs-Marrons (Guyon) ; fécondité de la comparaison entre bidonvillois et victimes de la répression au Maroc (Vairel et Zaki) ; fécondité de la comparaison entre ceux que l'université turque politise et ceux qui parviennent à échapper à ces typifications internes (Gourisse). Travailler sur la politisation, c'est d'abord et aussi constater l'existence de frontières entre 'politisés' et 'non-politisés', s'interroger sur la fluidité de ces frontières, mais aussi questionner leurs modes de construction et les voies par lesquelles les individus les contournent.

Autrement dit, et comme le suggérait Michel Offerlé, l'une de principales vertus de l'entrée par la politisation, ce sont les questions qu'elle permet de poser, même si, en retour, on pourrait s'interroger sur les questions qu'elle conduit à négliger.

En l'occurrence, notons un des paradoxes des conclusions provisoires de cet atelier. Alors qu'on escomptait se focaliser sur la dimension individuelle de la politisation, ce sont surtout et d'abord des groupes que l'on a rencontrés dans chacune des communications : groupes caractérisés par une origine ethnique, étudiants, bidonvillois, victimes de la répression, groupes constitués dans le cadre de focus groupes. Comme si la politisation supposait un passage au collectif ? Ce qui conduirait, tout à la fois, à contester et à justifier le titre choisi pour cet atelier.